

« On resserre tout »

Belle météo pour manifester, sale temps pour les fonctionnaires. C'est ce que les Strasbourgeois curieux auront retenu du cortège de 2 000 à 2 500 personnes qui a défilé, hier à Strasbourg, contre Emmanuel Macron. Ils étaient 750 à Mulhouse.

« **L**e père Macron, sa société, c'est chômage et précarité... » Sur leur camion-sono, les huit musiciens cégétistes du Prolet Tanz Klub (PTK) donnent de la voix. Le président de la République est la cible favorite de leurs refrains couleur reggae et ska. « Étudiants chômeurs, c'est tous ensemble qu'on va lutter et gagner... » Hier, c'était au tour des fonctionnaires de descendre dans la rue pour défendre leur pouvoir d'achat et le service public à l'appel de neuf organisations syndicales.



Ils étaient entre 2 000 et 2 500 hier dans les rues de Strasbourg. PHOTO DNA - MICHEL FRISON

« Même les cadres sont impactés aujourd'hui »

« Veuve de cheminot », Laurence vient d'intégrer la fonction publique à l'université. Elle porte une pancarte « Macron = avorton de Juncker et Thatcher ». « Tout ce qui se passe vient de la commission européenne, du grand capital et des lobbys », dit-elle. « Pour la référence à Thatcher, qui a laissé des mineurs crever de faim, Macron est un hyperlibéral. Il n'a pas de pitié. Il n'aime pas les gens ni les fonctionnaires. »

Les mots sont durs et traduisent l'exaspération des agents de la fonction publique. Gel du point d'indice, CSG et « un an d'ancienneté perdu pour l'avancement » : c'est « la perte du pouvoir d'achat » qui a poussé Pascale, professeure des écoles, à faire grève.

Le cortège s'étire, une centrale syndicale derrière l'autre, les partis politiques en queue : PCF, les Jeunes communistes, la France insoumise, le Parti socialiste du Bas-Rhin, juste avant les four-

gonnettes de CRS. Des lycéens du centre-ville se sont incrustés. Ils ne sont pas encore fonctionnaires mais s'opposent déjà à la sélection présumée à l'entrée à l'université. « Parcoursupercherie ! », scandent-ils.

Cette psychologue vacataire de l'Éducation nationale défile avec plusieurs de ses collègues pour défendre un service public de l'orientation. « Nous sommes opposés à la fermeture des 390 Centre d'information et d'orientation (CIO) et à leur privatisation », ex-

plique la jeune femme qui plaide pour « la neutralité et la gratuité » du conseil. Elle reproche au gouvernement de vouloir « fermer un service de proximité » et dit craindre pour la qualité de la prise en charge de publics en difficulté.

« On resserre tout ; on filialise tout ce qu'on peut. » C'est le constat qu'Anne fait à La Poste où elle travaille depuis 22 ans. Elle demande le maintien de l'emploi et une augmentation des salaires. « Même les cadres sont impactés aujourd'hui », dit-elle depuis les rangs de la CFTC. « Quand je suis rentrée à La Poste en 1996, nous étions 320 000, aujourd'hui nous sommes 100 000 de moins pour la même charge de travail. On ferme des offices postaux tous les jours et on nous demande de faire du chiffre. Je ne suis pas sûre que les clients s'y retrouvent », raconte la postière de 45 ans.

Le groupe de lycéens s'est hissé en tête de cortège. Il s'arrête un peu trop longtemps devant les Galeries Lafayette. Le reste des troupes se disperse vers 16 h. Une lycéenne porte un drapeau pirate. Elle n'a pas « la tête à être fonctionnaire » et elle « nique les médias ». ■